

Observ'ER vous propose de découvrir les actualités du secteur de l'électrification rurale décentralisée par les énergies renouvelables.

Pour ce numéro, focus sur les ONG françaises de solidarité internationale.

FOCUS

LOI DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE Les ONG françaises de solidarité internationale enfin entendues

Maintes fois reporté, le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales a enfin été présenté en conseil des ministres le 16 décembre par Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Le nouveau projet de loi, dont les grandes lignes sont connues depuis le printemps dernier, fait de la lutte contre la pauvreté et de la préservation des biens publics mondiaux (en particulier la santé, le climat, la biodiversité, l'éducation et l'égalité entre les femmes et les hommes) les priorités de la politique de développement. Il s'agit de lutter contre les causes profondes des crises, en accompagnant les pays les plus vulnérables, en particulier d'Afrique, vers des modèles de croissance plus résilients, plus inclusifs et plus durables. Pour répondre à ces défis, le texte reprend l'engagement d'Emmanuel Macron de porter l'aide publique au développement (APD) à 0,55% du revenu national brut et de doubler les moyens alloués aux collectivités territoriales et aux organisations de la société civile d'ici 2022.



La gouvernance de la coopération décentralisée est renforcée via la création d'une nouvelle instance, le Conseil de développement, présidé par le président de la République, et des "conseils locaux de développement", placés auprès de l'ambassadeur de chaque pays partenaire, afin de mieux évaluer l'impact de l'action de la France.

Selon le gouvernement, ce texte va permettre de renforcer la tutelle de l'État sur les opérateurs pour garantir des résultats concrets sur le terrain au profit des populations les plus vulnérables, à commencer par celles du continent africain. ■

Publication d'un guide méthodologique



L'arrivée de l'électricité n'a pas automatiquement d'impact sur le développement économique d'un territoire. Comme toutes les associations intervenant sur le terrain, la Fondation Énergies pour le Monde (Fondem) a fait ce constat plus d'une fois durant ses trente années d'actions en faveur de l'accès universel à l'énergie. Ce qui l'a conduit à l'élaboration d'un

guide méthodologique destiné à appuyer le développement d'activités génératrices de revenu. Cet outil est le fruit d'un long travail de recherche-action mené en collaboration avec le laboratoire de sciences sociales Pacte, les agences d'électrification rurale malgache et sénégalaise (Ader et Aser) ainsi

que l'association Fimifa, à Madagascar, et le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR) au Sénégal. Il résulte d'une expérimentation de terrain menée dans le cadre du programme Pamela, financé par l'AFD, l'Ademe et Synergie solaire, qui a permis à plusieurs dizaines d'entrepreneurs locaux, au Sénégal et à Madagascar, de bénéficier d'un accès à une électricité propre et fiable pour développer leurs activités.

Robuste, pratique et répliquable, la méthodologie de ce guide fait une large place aux problématiques d'emploi local, de genre et de jeunesse tout en veillant à donner les outils pour assurer la pérennité du modèle économique de l'infrastructure électrique locale. ■

Méthodologie téléchargeable ici: bit.ly/2WEZbQT
Vidéo explicative de la méthodologie: bit.ly/3rruoWa

Accès à l'énergie dans le monde: la filière française mobilisée

Le recours à des technologies "hors réseau" (mini-réseaux, systèmes solaires individuels...) fondées sur les énergies renouvelables constitue une solution à la fois plus abordable, fiable et efficace pour répondre aux enjeux d'accès à l'énergie dans les pays en développement et de lutte contre le changement climatique. Depuis octobre 2018, l'Ademe et le SER animent un groupe de travail national rassemblant une centaine d'acteurs français spécialisés dans l'accès à l'énergie hors réseau: organismes publics, entreprises, associations et

associations, mais également des acteurs de la recherche et des collectivités locales. Tous ont collaboré à la rédaction d'un Livre blanc pour accélérer l'accès à l'énergie tout en accompagnant les acteurs français du domaine. ■

Livre blanc téléchargeable ici: bit.ly/3nFEvEi
Offre française téléchargeable ici:
- en version française: bit.ly/3ha7nSM
- en version anglaise: bit.ly/2WHhhli

Démonstrateur d'éclairage public solaire en Ouganda

La Fondation Énergies pour le Monde est chef de file d'un fonds d'études et d'aide au secteur privé (Fasep) au sein d'un consortium qui réunit les entreprises Ragni et Sunna Design. Grâce à cette aide des pouvoirs publics français, les deux entreprises proposent de mettre à disposition de trois communes ougandaises (Entebbe, Mukono et Jinja) leur savoir-faire en matière d'éclairage public solaire. Bien que les déplacements sur le territoire soient restreints en raison de la pandémie, la première phase de ce projet a

pu être réalisée grâce à l'implication des experts d'un acteur local, Effica. Les audits technico-économiques des réseaux d'éclairage public ont été finalisés, un schéma d'aménagement lumière a été présenté afin d'identifier les sites pilotes où seront déployés les lampadaires en juin prochain et les études sur les modes de gestion et de financement ont pu démarrer avec le soutien du Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV) financé par l'Union européenne. ■

L'appel à projets "Acteurs de l'énergie pour l'Afrique" renouvelé

Dans le cadre de sa démarche "Énergies pour l'Afrique", mise en œuvre notamment avec l'appui du pôle Medee, la Région Hauts-de-France apporte, cette année encore, son soutien aux projets d'accès à l'énergie en Afrique, à hauteur de 100 000 euros maximum par projet. L'appel à projets s'adresse aux entreprises, aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, aux lycées, aux collectivités et aux associations pour des projets énergétiques durables en Afrique. Cette année, les échéances au dépôt de dossiers sont le 31 janvier et le 30 juin 2021. ■

En savoir plus: bit.ly/3oiAwOf

Villages, santé et développement durable au Togo

Électriciens sans frontières conduit un nouveau projet qui permet de fournir simultanément et durablement l'accès à une eau de qualité, à des services d'assainissement et à une électricité respectueuse de l'environnement dans neuf villages de la région des Plateaux grâce à des installations photovoltaïques. À l'issue du projet, près de 85 000 personnes bénéficieront de meilleures conditions de santé, d'éducation, d'hygiène et de soins. Les réalisations sont menées par des entreprises locales afin d'assurer un transfert de compétences et de soutenir l'économie locale. Ce programme est financé par l'Agence française de développement, la Métropole de Lyon, la Ville de Paris et la fondation Groupe EDF. ■